



Développement Economique Local



Le DEL : le new deal des communes

Valorisation des potentialités

Au-delà des mots, les maires s'engagent à traiter les maux de leurs communes

- A Ouinhi, « développer le partenariat public-privé est un défi »



Inexistence d'un répertoire de potentialités des communes dont ils ont la charge, faible niveau du partenariat avec les opérateurs privés, produits identitaires non labellisés, etc. sont autant de freins pour les actions de développement ...

- « On peut même faire du porte-à-porte pour présenter ce que nous voulons faire »



A Zagnanado, élus locaux, cadres de la mairie, OSC, secteur privé et coopératives des femmes s'affairent autour du développement économique de la commune. Pour l'instant, les faibles initiatives peinent à décoller. ...

ZOOM sur :

Décentralisation au Bénin

Le DEL, l'avenir des communes

Du 07 au 24 Février 2023, les équipes de l'Unité de gestion du Programme de Participation des Citoyens aux Politiques Publiques au Bénin pour le Développement Economique Local ont sillonné les 24 communes non-pilotes du Del dans le cadre des séances avec les acteurs sur le Développement économique local. A chaque étape, les participants ont compris une chose : le DEL est l'avenir des communes.



Dans toutes les communes, les séances d'échanges avec les acteurs que sont les autorités politico-administratives, le secteur privé, les femmes des marchés et les OSC ont conduit à l'élaboration d'une feuille de route. Cette feuille de route contient les aspirations des uns et des autres exprimées sous la forme de recommandations adressées à chaque acteur. De façon générale, deux grandes urgences se dégagent de toutes les feuilles de route. Il s'agit de celle liée à l'élaboration d'un répertoire des potentialités des communes et celle concernant la mise en place d'un cadre de concertation multi-acteur pour booster les ambitions.

En dehors de l'élaboration de la feuille de route, ces séances d'échanges ont permis aux participants d'avoir une meilleure connaissance du programme PartiCiP au DEL et de l'offre DEL proposée par le programme. Ils sont également rentrés chez eux avec une meilleure connaissance sur les modalités de sa mise en œuvre dans une commune. Un tremplin ayant conduit chaque acteur à

prendre l'engagement d'œuvrer pour l'instauration d'un dialogue périodique sur le DEL autour d'un plan d'action à suivre par les CPC. Pour rappel, les communes non-pilotes du DEL sont au nombre de 24 et réparties dans 07 départements. Dans le département de l'Ouémé, les communes sillonnées par l'équipe de l'unité de gestion du programme sont : Bonou, Adjohoun, Dangbo, Aguégus. Dans le Couffo, celles ciblées sont Kluékanmè, Aplahoué, Djakotomey, dans le Mono, il s'agit de Bopa, de Houeyogbé, de Athiémé et de Lokossa. Dans le département de l'Atacora, ce sont les communes Kouandé, Kérou et Péhunco qui ont bénéficié de ces séances. Dans les collines, Toffo, Savè et Ouèssè ont été les communes ciblées. Dans le Zou, les travaux se sont déroulés à Ouinhi, Zagnanado et Covè et dans l'Atlantique, Kpomassè, de Ouidah, de Tori-Bossito et d'Allada sont les communes qui ont bénéficié de cette formation, qui somme toute, est salutaire pour l'avenir des communes.

Par CellComm PartiCiP au DEL

Mot du Président du CPS

PartiCiP au DEL : notre cause !



Le Programme de Participation Citoyenne aux politiques publiques pour le Développement Economique et Local (PartiCiP au DEL) a démarré en octobre 2021. Moi, je l'entrevois comme une version avancée des efforts que nous, Organisations de la Société Civile, déployons pour la réussite de la décentralisation au Bénin. En plus de nos vieux chantiers que sont la bonne gouvernance et la redevabilité, nous pensons que se développer en marge des potentialités économiques dont regorgent nos communes serait un vain combat. Je ne me trompe nullement en déclarant avec conviction que le Bénin est l'un des pays bénis des dieux. Des terres riches et fertiles à l'instar de l'une des vallées plus riches de l'Afrique, nichées au cœur du département de l'Ouémé, dotées d'un important potentiel agricole qui s'élève à plus 70.000 ha selon les études menées par le projet PAIA-VO, des forêts aménagées que sont le Parc national de la Pendjari et le Parc national W, font la renommée du pays de l'Afrique de l'Ouest. D'une superficie de 1,26 million d'hectares, ces parcs recèlent une biodiversité unique et abritent une faune d'une importance vitale pour l'Afrique de l'Ouest. Je n'oublie pas les forêts sacrées qui, selon toute évidence, attendent de révéler d'autres trésors que celles de la chasse et du tourisme. Les nombreux cours et plans d'eau viennent confirmer tout le bien que notre mère nature offre à ses enfants. Des enfants dont le génie a généré des savoirs faire artistiques et culturelles qui nourrissent les festivals et les foires nationaux et internationaux. Je pense qu'il est impossible de cohabiter avec autant de richesses et de dormir à jeun. Selon la Banque Mondiale, « le taux de pauvreté nationale était à 38,5% avec un taux de chômage de 2,4%, mais un niveau de sous-emploi à 72% et 90,1% d'actifs dans l'économie informelle. Le taux de pauvreté international, soit 1,90 dollars par jour, était estimé à 19,2% en 2019 ». Une évidence confirmée par les études menées par le PACTE. Ces études prouvent que 70% des richesses des communes ne sont pas exploitées.

Le Programme PartiCiP au DEL travaille à inverser cette tendance. Aux côtés des communes, nous les accompagnons aussi bien dans la découverte que dans l'élaboration d'une stratégie de valorisation de ces potentialités.

Je profite de cette tribune pour remercier toutes les trois organisations qui travaillent sans relâche depuis plus d'un an pour l'atteinte des objectifs. Je veux parler de ALCRER, de SOCIAL WATCH-Bénin et de VNG International. Je remercie aussi nos partenaires financiers que sont : l'Ambassade des Pays-Bas, la GIZ et la Coopération Suisse.

Je pense aussi à chaque élu communal (maires, conseillers), à chaque cadre technique des communes qui travaillent à nos côtés, convaincus de la justesse de notre cause. Une cause née du désir de voir le Bénin se hisser au rang des pays développés. PartiCiP au DEL est désormais, notre cause !

Martin Vihoutou ASSOGBA

Résolutions des acteurs à œuvrer pour la valorisation des potentialités des communes

Il était temps !

Les séances d'échanges avec les acteurs sur le développement économique et local ont eu l'avantage de réunir les forces vives de chaque commune dans une salle. Rares moments de vérités entre élus communaux, cadres des mairies, opérateurs économiques, Organisation de la Société Civile et coopératives de femmes, elles ont abouti à de fortes résolutions.

J eudi 16 février 2023. Zagnanado ; il est 15h 03 minutes. Dans la petite salle de conférence de la mairie, se tient une séance de réflexions sur la valorisation des potentialités de Zagnanado. Cela vise l'élaboration de la feuille de route devant servir de guide aux actions futures sur le développement économique de la commune. Tout à coup, une voix s'élève au-dessus de la mêlée. « Ce que vous dites ne reflète pas vraiment la vérité. Nous, femmes, transformatrices d'arachides, avons notre stratégie pour écouler nos produits. Quand je prends mon cas, j'ai des clients qui viennent d'un peu partout pour faire des commandes. Par exemple, le week-end dernier, j'ai des clients qui sont venus du Nigéria à qui j'ai livré six (06) bassines de kluiklui (galette à base d'arachides). Donc, quand vous dites que personne ne connaît notre savoir-faire, vous n'êtes pas dans la vérité ». C'est la voix de Philomène Goudjo, transformatrice d'arachides en produits dérivés. Sexagénaire, cette femme, très calme depuis le démarrage des travaux, ose s'imposer lorsqu'il a été question de l'activité qui nourrit sa famille. « La dernière fois, lors de l'identification géographique des produits commerciaux identitaires de chaque commune, l'Etat central a choisi à Zagnanado, le Agonlinmi (huile d'arachides) ...», continue Madame GOUDJO. Au bout de

quelques minutes, Rodrigue de-Souza, Responsable du développement Local et de la Planification de la commune recadre le sujet. « Ce dont il est question aujourd'hui, c'est de savoir comment faire pour que le consommateur final puisse identifier les produits de Zagnanado sur n'importe quelle marché. Quand nous prenons le Kluiklui par exemple, nous pouvons le trouver dans tout le plateau d'Agonli. Mais que faisons-nous pour que le consommateur sache que celui-ci est fabriqué chez nous ? ». Après plusieurs minutes de discussions, les participants ont insisté pour inscrire au nombre des priorités devant figurer sur la feuille de route la résolution de créer et d'héberger un site internet pour une visibilité des potentialités de la commune, d'instaurer des actions de promotion des plats/mets locaux lors des activités de l'administration communale.

Si à Zagnanado, la solution est la création d'un site internet dédié à la promotion des délices locaux, à Ouinhi, elle passe par la prise d'un arrêté communal pour la promotion des mets locaux. A partir du 31 mars 2023, les plats locaux (Agonmita, riz, gari etc.) seront automatiquement proposés aux participants lors de tous les ateliers organisés par la mairie. Une décision que le maire juge utile pour convaincre les opérateurs économiques privés qui, visiblement, sont encore un peu dubitatifs quant aux bonnes



La vice-présidente du CPS lors de la séance d'échange avec les acteurs à Zagnanado

résolutions de leurs élus. Sorti de la salle de conférence pour répondre à un appel, Patrick Djossa, propriétaire de plusieurs restaurants à Ouinhi se plaint. « Aujourd'hui, une bonne partie des marchés sont passés avec les opérateurs externes au détriment de nous, qui sommes de la commune. Mais, si on ne peut pas avoir accès aux potentialités de notre commune, comment pourrions-nous développer nos activités et participer au social ? En plus, il y a cette tendance à politiser beaucoup d'initiatives », narre l'opérateur économique. Visiblement, il attend un peu plus que des mots pour croire à la concrétisation des propos qui, pour lui, sonnent encore comme une promesse. C'est à croire que le vent à

« Mais si on ne peut pas avoir accès aux potentialités de notre commune, comment pourrions-nous développer nos activités et participer au social ? »

emporter le murmure de son administré à ses oreilles, Jonas Babatoundé Houessou, maire de la commune de Ouinhi, se lève de son siège, sors de la salle de conférence. Il discute un instant avec ses collaborateurs et revient s'asseoir. Une trentaine de mi-

minutes plus tard, débarquent dans la salle deux assiettes de Agonmita, une galette sous forme de boulette fabriquée à base de cocos râpés. Au-delà d'une dégustation improvisée, elle a permis de lever quelques doutes. « Depuis plusieurs mois, j'invite systématiquement les femmes de l'association des productrices de produits dérivés du manioc aux ateliers que nous organisons. Je leur demande de venir exposer leurs produits », a expliqué l'autorité communale.

Pour confirmer les propos du Maire, Elisabeth Akpéyéko, représentante de la coopérative des femmes transformatrices de Ouinhi, sort d'un sac en raphia soigneusement disposé sous son siège, les propositions de son association. Un mélange de gari, de sucre et de lait dans un même paquet, connu dans la localité sous le nom de « gari amélioré ». Une série d'événements qui permettent à Abdoullassidou Arouna, secrétaire exécutif de la mairie de Ouinhi de renchérir : « ici à Ouinhi, nous avons compris que le développement local repose aussi sur la valorisation des potentialités du milieu. Nous sommes une commune qui refuse la fatalité et tente de rechercher collectivement ou de mettre en œuvre des initiatives d'auto promotion de développement de son territoire.»

Avec le DEL

La collaboration entre élus, secteur privé et population est née



Opérateurs économiques, élus locaux, cadres techniques, et OSC de Covè, réfléchissent sur le DEL

A Covè, l'une des premières actions fortes pour valoriser les potentialités de la commune, selon la feuille de route adoptée, passe par la formalisation de la collaboration entre le privé et le public. A la fin du mois de mars, la commune de Covè a décidé de prendre un acte communal pour la mise en place d'un cadre de concertation entre commune et opérateurs économiques. « Il faut créer pour les opérateurs économiques un environnement

favorable leur permettant de rester pour pouvoir investir plus dans la commune », affirme Basile Sonon, premier adjoint au Maire de la commune de Covè. Heureux de voir une initiative qui instaure un cadre intégrateur de dialogue public-privé prendre forme dans sa commune, Germain Todémin, un des responsables de la fédération des opérateurs économiques de Covè avoue : « cette séance organisée par le PartiCiP au DEL nous a permis de

comprendre que nous pouvons collaborer avec la mairie pour développer notre commune. C'étaient des choses que nous ignorons et chacun restait dans son couloir. A présent, je vais sensibiliser mes collègues pour qu'ensemble, nous travaillions avec nos élus à développer notre commune ». Sentiment partagé par les opérateurs économiques de Zagnanado. « Nous en qualité de producteur de jus de fruits et eaux minérales de Zagnanado, cela nous permet de prendre un nouvel élan pour bien exploiter les ressources que nous avons dans la zone et leur donner une valeur ajoutée », déclare André Hinson, directeur technique d'une société de production d'eau minérale et de jus de fruit installée à Zagnanado. L'idée d'un cadre intégrateur est reprise à Zagnanado à quelques différences près. Au lieu de la fin du mois de mars, cette commune a promis être prête à la fin du mois d'Avril 2023. A Ouinhi, la vision est

plus nuancée. Au lieu d'un cadre formel, Osc, opérateurs économiques, élus locaux, cadres des mairies ont jugé utile d'instaurer un creuset d'échanges périodiques entre opérateurs privés et la Commune. Ces ambitions sont aussi belles les unes que les autres et reflètent parfaitement les aspirations du Programme PartiCiP au DEL. Mais elles seront plus bénéfiques qu'une fois concrétisées. « Une feuille de route n'est qu'une prévision. Nous comptons sur chacun et sur tous pour son opérationnalisation, donc il faut que les responsables des activités identifiées ici se manifestent sans qu'on ne les marque à la culotte. Je crois qu'avec cette synergie d'actions, nous allons parvenir au DEL », a renchéri Blanche SONON, Vice-présidente de Comité de suivi de PartiCiP au DEL, contente de voir la forte représentativité des opérateurs privés aussi bien à Ouinhi, à Covè qu'à Zagnanado.

Bénin

Retour sur quelques potentialités à valoriser

Composé de trois communes à savoir : Ouinhi, Zagnanado, Covè, le Plateau d'Agonli figure parmi les régions les plus riches du Bénin. Ses terres fertiles où l'on y cultive le riz, le maïs, le manioc, la patate douce, l'arachide, le niébé, l'igname, le palmier à huile, font de ces 1327 km², selon une étude réalisée par le "Programme intégré d'adaptation pour

la lutte contre les effets néfastes des changements climatiques sur la production agricole et la sécurité alimentaire, un des greniers du Bénin à prendre au sérieux. Un recensement publié par le gouvernement sur son site d'information www.gouv.bj, démontre que ces communes possèdent des attraits touristiques importants. A Zagnanado, le lac



Retour sur quelques potentialités à valoriser

Azili qui a généré la seule et véritable île au Bénin : Agonvè est l'un des plus beaux paysages à voir. Zagnanado dispose aussi d'une plage de sable fluvial qui offre un confort de rêve. A Ouinhi, le village éco-touristique de Touhoué avec son paysage attractif et les forêts sacrées connues pour ses réalités mystérieuses sont des potentialités à valoriser dans cette commune. Une adresse à recommander aux amateurs de l'au-delà du réel. Ils pourraient aussi faire un tour à Covè pour se relaxer dans la source thermale dont les petites cascades d'eaux sont connues pour leurs propriétés relaxantes. Loin du stress, ces communes offrent la possibilité de vibrer aux sons des rythmes comme le Guèlèdè, le Sato, Toba, Tchinkounmè, Goh et le Bolodjo, le Lomba etc... Evidemment, dans des communes traversées par des étendues de cours d'eau, des forêts et de terres culti-

vables, la chasse, la pêche et l'élevage figurent parmi les activités que mènent les populations. Malgré ces potentialités, ces communes doivent encore tendre la main à l'« extérieur », après 20 ans de décentralisation. Et c'est à travers des séances d'échanges organisées du 13 au 17 février 2023 par l'Unité de gestion de PartiCiP au DEL, que les autorités municipales ont pris l'engagement d'élaborer un répertoire des potentialités économiques que regorgent ces communes respectives. Mieux, ils ont pris l'engagement de collaborer avec le secteur privé à travers des cadres de concertation ou de simples séances d'échanges. Mais depuis 20 ans que la décentralisation a démarré au Bénin que faisiez ces communes avec autant de richesses ? Quel gâchis !

Par CellComm /
PartiCiP au DEL



A Ouinhi, le maire et les participants réfléchissent sur les enjeux du DEL dans leur commune

Vers la fin des prêts à fort taux d'intérêt

L'un des nœuds qui freinent les investissements dans les communes a toujours été les conditions d'accès aux financements. Souvent, les banques exigent jusqu'à 12% de taux d'intérêt. La contrainte semble trouver une issue favorable. A Savè, lors des séances avec les acteurs sur le DEL, les représentants d'une structure bancaire ont trouvé la bonne parade. En partenariat avec la mairie, il est possible d'accorder aux entrepreneurs des prêts à faible taux d'intérêt. Les premières négociations laissent entrevoir la possibilité de passer de 12% à 4% si la mairie encadre le processus. Un processus similaire est en cours dans le Mono avec les structures de microfinances.

Par CellComm /PartiCiP au DEL



Photo d'ensemble des participants à Zagnanado

Décentralisation et développement des communes

Au-delà des mots, les maires de Ouinhi et de Zangnanado s'engagent à traiter les maux de leurs communes

Inexistence d'un répertoire de potentialités des communes dont ils ont la charge, faible niveau du partenariat avec les opérateurs privés, produits identitaires non labellisés, etc. sont autant de freins pour les actions de développement des communes. Interrogés en marge des séances d'échanges avec les acteurs sur le DEL, deux maires ; celui de Ouinhi, Jonas Babatoundé HOUESSOU et de celui de Zangnanado, Justin KANNINKPO, ont reconnu l'urgence d'inverser la tendance. Dans ces deux communes voisines aux potentialités presque identiques et aux visions nuancées du développement économique, ces deux autorités reconnaissent qu'il est temps de mettre fin à la politique de la main tendue et de miser sur les potentialités de leurs communes. Lisez leurs déclarations.

Le Maire Jonas Babatoundé HOUESSOU au sujet des défis économiques de sa commune

A Ouinhi, « développer le partenariat public-privé est un défi »

De grands défis attendent la commune de Ouinhi. En l'absence d'un répertoire économique bien élaboré, les autorités communales n'arrivent pas vraiment à exploiter les offres des opérateurs privés. Mieux, il n'y a pas un creuset d'échanges formels entre ces privés et la mairie. Dans le cadre des séances avec les acteurs, organisées le 14 février 2023 par le Programme PartiCiP au DEL dans la commune, Jonas Babatoundé HOUESSOU, Maire de Ouinhi a reconnu les nombreux défis qui attendent sa commune en matière de développement économique axé sur la valorisation des potentialités locales.

Vous avez suivi de bout en bout la séance d'échange avec les acteurs sur le développement économique et local, quels sont les grands enseignements que vous avez tirés de cette séance ?

Jonas Babatoundé HOUESSOU : Je suis vraiment satisfait de la tenue de cette séance. Satisfait sur plusieurs plans parce qu'il y a des potentialités sur lesquelles les communes ou les maires dorment. Des potentialités que si, elles sont identifiées permettraient le développement de nos communes. Aussi avec les partenaires, s'il peut avoir un certain arrimage des actions, le développement des communes serait une réalité. Donc, abordant la question, la tenue de la présente séance nous a

permis de nous réévaluer par rapport à tout ce qu'on faisait pour le développement économique et local. Ensuite, on a identifié les autres potentialités qui pourraient booster ce développement, par conséquent, cette séance nous satisfait sur plusieurs plans.

Vous venez de dire que cette séance vous a permis d'évaluer ce que vous faisiez avant en la matière de DEL. Dites-nous quelles étaient ces choses ?

Dans la commune de Ouinhi, chaque année, on fait un budget en tenant compte de nos ressources en tout genre surtout concernant la promotion de l'économie locale. On évalue d'abord nos différentes ressources de financement. Pour la mobilisation de res-



*Jonas Babatoundé HOUESSOU,
Maire de la commune de Ouinhi*

sources propres, on s'appuie sur nos potentialités économiques. Actuellement, nous n'avons pas de grandes sources de revenus en dehors de l'exploitation des carrières et des ressources fiscales et non fiscales. Concernant l'exploitation de nos carrières, nous n'avons que le sable fluvial en abondance parce que la commune est longée par le fleuve Ouémé sur 45km. Alors cette situation géographique nous permet d'avoir assez de carrières de sables fluviaux que nous mettons en exploitation. On se base sur ces différentes sources de fi-

A Ouinhi, « développer le partenariat public-privé est un défi »

nancement pour voir comment on peut avoir comme recette dans le compte des ressources propres. La commune de Ouinhi dispose d'une source d'eau thermale cependant peu exploitée ou pas du tout exploitée. Nous avons pu faire l'affermage de certaines sources d'approvisionnement en eau potable. Mais l'exploitation à grande échelle de nos sources thermales n'est pas encore amorcée.

Au cours de la séance, l'idée de diversifier vos sources de revenus en exploitant les aires de jeu, les espaces ludiques est abordée. En réponse à cela, vous avez affirmé que vous avez des difficultés de ce côté-là. Comment est-ce que ces difficultés s'expriment ?

“

Le territoire de Ouinhi n'est pas loti. On n'a pas de réserve administrative suivant les normes. La commune étant encore rurale, tout ce que nous avons comme espace du territoire relève des acquis de la révolution.

Oui. Il est vrai que nous avons assez de difficultés à exploiter certains espaces. Tout d'abord, ils ne sont pas entretenus ; disons même que dans la commune nous n'avons pas de stade omnisport. Le seul terrain est à une superficie très réduite. Le territoire de Ouinhi n'est pas loti. On n'a pas de réserve administrative suivant les normes. La commune étant encore rurale, tout ce que nous avons comme espace du territoire relève des acquis de la révolution. Certains domaines administratifs sont des domaines usurpés par certains propriétaires terriens qui brandissent ou non des actes de donation. Voilà autant de difficultés que nous avons. Actuellement, nous sommes en train de

mener des démarches pour pouvoir établir des actes de donations, prendre et rendre publics les arrêtés de déclaration de certains domaines d'utilités publiques. Donc avec ces difficultés, on ne pourra pas se dire qu'on est en train d'exploiter comme cela se doit les espaces publics. Il y a certains espaces que nous avons mis en location pour des activités génératrices de revenus. Certains promoteurs de restaurants ont pris des espaces qu'ils exploitent avec des contrats bien signés. Il y a le manque de lotissement ; la non-disponibilité d'assez de réserve compte tenu de certaines conditions géopolitiques que nous n'arrivons pas à maîtriser. Voilà pourquoi, nous avons des difficultés à investir dans les espaces ludiques.

Vous évoquez des questions importantes liées au foncier. Si par exemple vous devez faire une sollicitation ou lancer un appel, allez-vous demander à l'État central de faire diligence pour vous permettre de sécuriser votre foncier ?

Oui, si nous avons un appel à faire, nous allons le faire à l'endroit du gouvernement pour qu'il nous aide à commencer vraiment le lotissement. Nous l'avions démarré depuis 2012, mais cela s'est arrêté juste à l'état des lieux. Cela ne concerne pas tous les arrondissements. C'est suivant certaines proximités des localités au centre que nous sommes en train de nous définir les espaces à lotir. Nous avons identifié certains endroits dans le centre de Ouinhi, les chefs-lieux des arrondissements et certaines superficies phares. Donc le gouvernement doit nous aider à reprendre ce lotissement. Nous aider sur tous les plans ; le plan finan-

cier, humain et surtout sur le plan technique afin que ce lotissement ait vraiment lieu dans notre commune.

Autre point important abordé au cours de la séance et qui interpelle tout le monde, est lié au festival Mahi Houindo. Comment se fait-il que malgré l'existence d'un festival aussi grand dans la localité, les danses traditionnelles, l'art et autres savoirs ne contribuent pas à la mobilisation des ressources ?

En toute chose, il faut un guide. Avant de venir aux danses traditionnelles de la localité, parlons d'abord de Mahi Houindo. C'est vraiment un festival qui rassemble tout le peuple Mahi dont nous faisons partie. Est-ce que tout le monde participe à ce festival si ce n'est pas pendant les rares occasions où la commune de Ouinhi abrite cette fête ? Alors que participer une seule fois ne permet pas d'appréhender tous les contours c'est-à-dire d'appréhender tous les impacts positifs qu'un tel festival pouvait apporter à la commune ou bien à l'aire Mahi ou bien à la commune qui l'abrite. Alors sur ce pan, il faut que les organisateurs de Mahi Houindo impliquent toutes les autorités chaque fois qu'il y a l'organisation ; quelle que soit la commune qui abrite l'évènement. Venant aux danses locales de Ouinhi, oui, nous avons une kyrielle de rythmes. Depuis les temps ancestraux, de génération en génération des musiques, des rythmes se font entendre. Mais les exploiter pour avoir un attrait touristique, avoir ces impacts financiers, nous n'y avons pas pensé. C'est en cela que je parle de la nécessité d'avoir parfois un

guide aussi. Par exemple, sans cette séance, on n'a pas su de façon réelle comment orienter nos réflexions sur ce sujet pour attirer les touristes à travers la valorisation de nos rythmes. Donc il nous faut des guides, des partenaires qui nous aident à voir plus loin.

L'un des partenaires que vous avez à votre disposition est le secteur privé. Pour finir, dites-nous comment vous envisagez de resserrer les liens pour que

“

Développer le partenariat public privé est un défi. C'est un défi parce qu'une seule hirondelle ne fait pas le printemps alors que nous avons besoin de nous attirer, de nous entraider pour que le développement économique local soit une réalité.

la collaboration soit effective et inclusive ?

Développer le partenariat public privé est un défi. C'est un défi parce qu'une seule hirondelle ne fait pas le printemps alors que nous avons besoin de nous attirer, de nous entraider pour que le développement économique local soit une réalité. Pour y parvenir, il faut vraiment une certaine harmonisation des idées, des plans d'affaires pour que chaque acteur sache ce qui lui profite afin que le développement de la commune prime sur tout et non le développement d'une seule entité ou bien d'un seul partenaire. Donc par là, nous souhaitons que des bonnes volontés nous accompagnent pour que les partenaires qui ont vraiment le sens d'amour, le sens d'aide, le sens de promouvoir les communes rurales émergent complètement. Donc le partenariat public-privé reste un défi et il faut nous y aider.

CellCom PartiCiP au DEL

Le Maire de Zagnanado engagé pour le développement économique et local

« On peut même faire du porte-à-porte pour présenter ce que nous voulons faire » dicit Justin KANNINKPO

A Zagnanado, élus locaux, cadres de la mairie, OSC, secteur privé et coopératives des femmes s'affairent autour du développement économique de la commune. Pour l'instant, les faibles initiatives peinent à décoller. Un constat qui amène Justin KANNINKPO, maire de cette commune à penser à des solutions qui intègrent l'approche de la proximité. Lors de la séance d'échanges avec les acteurs, organisée le 15 février 2023 par le Programme PatiCiP au DEL dans sa commune, il a saisi l'occasion de cette interview pour affirmer sa détermination à faire du porte-à-porte en cas de nécessité pour mobiliser les acteurs autour de la vision commune : celle de la valorisation des potentialités de la commune.

Vous venez de suivre de bout en bout les échanges avec les acteurs des communes sur le DEL. Dites-nous quels sont les enseignements que vous tirez de cette séance pour votre commune ?

Justin KANNINKPO : Le principal enseignement que j'ai tiré, c'est la nécessité pour la commune d'impliquer les opérateurs économiques privés dans les actions de développement local. C'est la principale chose que j'ai retenue de ce qui a été présenté aujourd'hui. Désormais, en ma qualité de maire, je dois tout faire pour que les opérateurs économiques de chez moi soient impliqués dans les actions économiques de développement de notre localité.

Au cours de la séance, vous avez dit que votre commune dispose de beaucoup de potentialités comme le granite, des terres fertiles, le sable et même une île. Vous avez aussi dit que ces potentialités ne sont pas valorisées. Après une vingtaine d'années de décentralisation, qu'est-ce qui explique



**Justin KANNINKPO,
Maire de la commune de Zagnanado**

cela ?

Les potentialités dont vous venez de parler, en l'occurrence l'île de chez nous qu'on appelle l'île d'Agonvè, qui est la seule et vraie île du pays, les terres fertiles dont nous disposons, le granite qui est dans l'arrondissement de Danton à côté ; toutes ces

potentialités ne sont pas connues du grand public parce que nous n'avons pas une stratégie de promotion de l'économie locale. Nous n'avons pas à disposition des études fiables sur ces potentialités-là. Et il y a l'absence d'un creuset avec les potentiels partenaires éco-

nomiques locaux d'abord, même du pays et international. C'est cette stratégie-là qui manque à notre commune jusqu'à maintenant. Nous sommes en train de travailler pour et je crois que les jours et mois à venir, les choses doivent pouvoir changer.

Néanmoins, tout à l'heure, vos cadres ont dit qu'en matière de formulation d'une vision DEL vous avez des acquis solides. Quels sont alors ces acquis ?

Les acquis : c'est d'abord le cadre juridique que nous avons donné au DEL. On a pris un arrêté de création de cadre de concertation avec les opérateurs économiques privés. Nous avons en cours la planification et l'élaboration de la stratégie de promotion locale. Il y a l'existence d'un document des potentialités économiques de notre commune et l'identification des opérateurs économiques qui opèrent dans la commune de Zagnanado.

Nous avons appris que vous souhaitez améliorer les potentialités que vous avez déjà maîtrisées et

« On peut même faire du porte-à-porte pour présenter ce que nous voulons faire » dixit Justin KANNINKO

que vous voulez travailler à valoriser le reste. Vous avez déjà jeté quelques idées depuis la séance comme l'organisation d'un forum avec les investisseurs. Est-ce que vous avez d'autres idées pour élargir tout cela ?

Evidemment que nous avons des idées sur le sujet. C'est d'ailleurs pour ça que nous sommes élus. Pour élargir tout cela, nous allons essayer aussi d'intégrer les faitières des organisations paysannes de notre commune et autres regroupements d'intérêt économique. Nous allons demander à tout le monde de venir mettre la main à la pâte pour que nous puissions avoir ce que nous voulons : le développement de Zagnanado.

Vous venez d'évoquer la collaboration avec les partenaires privés et que vous avez un cadre de concertation qui existe déjà. Vous

“

Désormais, en ma qualité de maire, je dois tout faire pour que les opérateurs économiques de chez moi soient impliqués dans les actions économiques de développement de notre localité

voulez élargir ce cadre de concertation pour que les privés soient inclus ? Comment comptez-vous vous organiser pour que cela soit le plus inclusif pour le bonheur de Zagnanado ?

Il y a déjà une idée qui a été jetée lors de la présentation ; c'est de la création d'un forum qui va essayer de fédérer les efforts, de mettre ensemble tout ce dont vous

venez de parler. On ne va pas essayer de politiser tout, on va essayer d'être des acteurs de développement avec la politique que nous allons mettre en place. On va essayer de mettre tout le monde ensemble. On peut même faire du porte-à-porte pour présenter ce que nous voulons faire à tout le monde et demander à tout le monde de fédérer les efforts autour de cela pour qu'on puisse faire connaître notre commune au monde entier.

Il y a un point important qui revient souvent quand on parle avec les entrepreneurs, c'est la sécurisation du foncier. Où en êtes-vous à Zagnanado ?

Les terres de Zagnanado sont très sécurisées depuis que nous avons pris services ici en 2020, sur le code domanial qui est en cours dans notre pays, on a voulu que ce code soit totalement appliqué. Et en tant que telle, l'élaboration de ce qu'on appelle attestation de détention coutumier dans les communes n'est pas chose effective partout. Mais à Zagnanado depuis juin 2020, c'est un titre de sécurisation des terres qui a une valeur énorme. Vous venez à Zagnanado, vous cherchez à avoir de terre, sécuriser votre terre, la première des choses que nous allons vous aider à faire, parce que nous sommes une commune rurale, est de vous aider à avoir l'attestation de détention coutumière. Nous sommes en train de convaincre tout le monde à adhérer à cela.

Autre point : il y a le lotissement qui est en cours dans nos arrondissements. Et dans l'arrondissement central de Zagnanado, le lotissement est très avancé. Donc les opérateurs économiques, qui ont envie de s'installer chez nous qu'ils n'aient pas peur, nos terres sont très sécurisées.

A Ouinhi, nous avons cru comprendre que le gouvernement a demandé qu'on suspende un peu les lotissements...

Oui. Mais cette décision est levée. Désormais, on nous demande de continuer et de clôturer les lotissements. On nous a donné une durée de 6 mois. Donc le lotissement a désormais repris.

Vous mettez un accent spécial sur la question de la mobilisation dans votre plan d'action, à présent, si vous avez un appel à lancer pour la mobilisation

collective autour du développement de Zagnanado, que direz-vous ?

C'est d'inviter tout le monde

“

Nous allons demander à tout le monde de venir mettre la main à la pâte pour que nous puissions avoir ce que nous voulons : le développement de Zagnanado.

à venir mettre la main à la pâte parce qu'une seule hirondelle ne peut pas fait le printemps comme on le dit. Il faut demander à tout le monde, aux opérateurs économiques locaux, nationaux et internationaux, à venir explorer les opportunités d'affaires dans la commune de Zagnanado afin de pouvoir nous aider à booster l'économie locale et la production de l'emploi des jeunes et des femmes. Et tout le monde sera le bienvenu.

Par CellComm/
PartiCiP au DEL



Bulletin d'informations

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Martin Vihoutou ASSOGBA

COORDONNATEUR EDITORIAL
Koami GOUTON

RÉDACTRICE EN CHEF
Aïchath M. ALEDJI

GRAPHISME
Romain H. HESSOU

CORRECTION
Dieudonné MEGBLETO



Echanges avec les acteurs des communes sur le DEL

Une ère d'autonomie s'ouvre aux communes

Opérateurs économiques, femmes, Osc, élus locaux et cadres des communes témoignent des bienfaits des échanges avec les acteurs sur le développement économique local initiés par PartiCiP au DEL. A la fin des séances, en dehors des engagements matérialisés par l'élaboration d'une feuille de route, tout le monde est d'avis que les enseignements reçus marquent le début d'une nouvelle ère pour des communes en quête d'autonomie.

LES OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES

André HINON, technicien agroalimentaire dans une société de



production d'eau minérale et de jus de fruits
« ...Cela nous permet de prendre un nouvel élan... »

« Cette séance de travail est une piste pour notre société. Nous en qualité de producteur de jus de fruits et eau minérale à Zagnanado, cela nous permet de prendre un nouvel élan pour bien exploiter les ressources que nous avons dans la zone et leurs donner une valeur ajoutée. Ça nous permettra aussi d'être en collaboration avec la mairie et voir les autres opportunités que nous n'avons pas et comment exploiter ces opportunités-là, pour donner un essor à la commune de Zagnanado. Sur le sujet, les échanges de ce jour nous donnent déjà quelques pistes de réflexion à approfondir. Par exemple, si nous prenons la source thermale de Zagnanado, nous rencontrons quelques mécontentes avec la population. Aujourd'hui, nous souhaitons revoir les discussions avec la mairie pour avoir une autorisation à même de régler ces conflits et qui, dans le même temps, nous permettent de mettre en valeur cette source thermale ».

Germain TODEMIN, Opérateur économique à Cové



« Nous pouvons collaborer avec la mairie pour développer notre commune. »

« Les échanges que nous avons eus ce jour montre que le DEL est en cours, car autrefois nous n'avions pas eu connaissance de certaines choses. Ce programme nous a permis de comprendre que nous pouvons collaborer avec la mairie pour développer notre commune. Il vient à point nommé.

J'exhorte tous les opérateurs économiques de la commune à se rapprocher de la mairie pour que le DEL soit une réalité ».

Patrick DJOSSA, opérateur économique à Ouinhi



« ...Beaucoup de choses vont changer... »

« Ce type de séance doit être organisée régulièrement pour permettre aux opérateurs économiques d'échanger avec les autorités communales sur les opportunités d'investissements dans notre commune. Si l'opérateur privé n'a pas accès aux opportunités de sa commune, comment peut-il investir, payer des taxes et accompagner les œuvres sociales ? Par exemple, tout à l'heure, il y a une personne qui m'a demandé de participer à un fonds solidaire pour le remblai d'une von. Mais si on ne peut pas avoir accès aux potentialités de notre commune, comment pourrions-nous développer nos activités et participer au social ? Aujourd'hui, une bonne partie des marchés sont passés avec les opérateurs externes au détriment de nous qui sommes de la commune. En plus, il y a cette tendance à politiser beaucoup d'initiatives. Mais, avec l'avènement des nouveaux cadres mis à disposition par l'Etat central, beaucoup de choses vont changer. De plus, si nous pouvons continuer ce type de séance, nos élus vont finir par comprendre qu'il est temps de prioriser les opérateurs économiques locaux. De mon côté, je vais tenir des séances avec mes collègues, partager avec eux la feuille de route retenue ici, et nous reviendrons avec des propositions de collaboration avec la mairie ».



LES FEMMES

Martine AREA, Institutrice à la retraite

« Que le pays se regroupe pour mieux exploiter nos ressources. »

« L'Etat pense à l'amélioration de l'agriculture en pensant aux machines. Moi par exemple, pendant les vacances, j'emploie les élèves qui sont en quête de petits jobs pour travailler mon champ. Mais souvent, ils n'ont même pas les outils pour le travail. Rien ne prend d'ampleur en un clin d'œil, tout a un début. Ce que je dis, elles (les autorités) pensent que ce n'est pas important, mais je vois que c'est important. Moi, je pense aussi que ces groupes de femmes qui empruntent de l'argent, si elles pouvaient trouver des partenaires, elles pourront accroître leurs activités. Que le pays se regroupe pour mieux exploiter leurs ressources. Femmes, hommes, jeunes, et enfants braves, tout le monde doit s'unir pour améliorer l'état du pays. Notre Dieu a donné plusieurs potentialités à notre commune. »



Ils ont dit :

Elisabeth AKPÉYÉKO, représentante de la coopérative des femmes transformatrices de Ouinhi



« Je vais répercuter les enseignements que j'ai reçus ici à toutes les femmes de ma coopérative. »

« Les deux principaux messages que je garde de cette séance pour les femmes de la commune de Ouinhi sont cette idée de foire et de labélisation de nos mets locaux. Aujourd'hui, dans la zone Agonli, nous avons un certain savoir-faire dans la transformation du manioc en produits dérivés comme le gari, le tapioca amélioré. Avec ma coopérative, nous avons une initiative qui nous permet de proposer ces produits avec des emballages bien pensés et que nous pouvons exposer sur n'importe quel marché. C'est pour cela que nos dirigeants doivent accompagner cette idée de foire et de labélisation issue de cette séance pour que nous, populations de Ouinhi en général et les femmes en particulier, puissions développer nos activités génératrices de revenus.

Je ne comprends pas très bien français, mais j'ai écouté avec attention et j'ai noté ces points qui sont importants pour les femmes. Je suis d'ailleurs très contente qu'aujourd'hui, il y ait un programme qui attire notre attention sur ces aspects de notre développement. Dès mon retour, je vais répercuter les enseignements que j'ai reçus ici à toutes les femmes de ma coopérative et nous allons former une délégation pour demander une audience au maire afin de voir les dispositions à prendre pour la concrétisation de ces idées ».



Lucie TOCHOUEDO, membre de l'ONG RADISERVICE

« On peut développer notre commune à travers nos ONG. »

« En tant que femme, ces enseignements m'ont été utiles, car il y avait certaines choses dans la commune auxquelles on n'avait pas accès, mais aujourd'hui en tant qu'opérateur économique on peut

développer notre commune à travers nos ONG. L'idée de déléguer la valorisation et l'exploitation des espaces publics à nous les opérateurs pour être utile sur le plan économique, est une très bonne chose. »

Philomène GOUDJO, productrice de galette fabriquée à base d'arachides (Kluiklui)



« Pour que tous ces projets fonctionnent, il faut d'abord l'union des fils et filles de la commune »

« La grande leçon que moi je retiens de cette séance est l'urgence de s'unir et de collaborer pour le développement de notre commune. Avant, nous, femmes productrices de produits dérivés d'arachides, avions une unité de transformation avec des machines pour clarifier par exemple l'huile d'arachide que nous produisons et un hangar où exposer nos produits. Mais nous avons dû abandonner ces installations parce que notre produit final coûte beaucoup trop cher aux yeux des consommateurs. Le processus de traitement de l'huile, les emballages, l'étiquetage font que le produit final revient à 2 000 FCFA le litre contre 700 FCFA sur le marché. Aujourd'hui, à cause de la mévente, nous avons abandonné l'unité de transformation et les hangars pour retourner à nos vieilles pratiques. Depuis peu, on nous a informé qu'il y a une décision du gouvernement qui préconise la mise en place des Identifications géographiques (IG). Par exemple, Savalou aura une IG gari, la zone Agonli, une IG sur la thématique huile d'arachide, Allada, une IG sur la thématique « Ananas pain de sucre ». Donc, nous nous sommes dit qu'il faut attendre la concrétisation de cette initiative. C'est là où nous en sommes actuellement et je pense que pour que tous ces projets fonctionnent, il faut d'abord l'union des fils et filles de la commune ».



ELUS LOCAUX ET CADRES DES COMMUNES

Antoine KAPISSOU, Secrétaire exécutif de la mairie de Covè.

« C'est un atelier très bien et richement développé. »

« J'ai pris part à ce mini atelier de renforcement de capacité des acteurs de la commune de Covè. C'est un atelier très bien et richement développé parce que les acteurs qui ont conduit le déroulement de l'atelier ont bien expliqué les choses. Sur ce, nous avons une grande ambition pour le développement de la commune. Le programme PartiCiP au DEL est venu renforcer nos capacités sur comment nous allons mobiliser les acteurs autour du développement de la commune. Il y a les autorités de la commune, les techniciens de la commune, la société civile, les opérateurs économiques, etc. Nous avons réfléchi à comment nous allons travailler ensemble pour développer la commune à travers nos rencontres que nous allons initier. Le cadre intégrateur retenu à l'issue de cette séance va regrouper tous les acteurs de la commune, nous allons discuter des potentialités que nous avons, comment les valoriser, comment inviter d'autres partenaires, d'autres opérateurs économiques à investir dans notre commune. Nous avons beaucoup de potentialités. La commune de Covè est une commune agricole et si nous ne faisons rien, les ressources vont nous échapper. Donc c'est le moment d'associer tous les acteurs afin de nous permettre de réfléchir davantage et d'amener tous les acteurs à investir au niveau de la commune. Pour que cela soit effectif, à chaque composante de cette chaîne nous voulons dire que chacun doit mettre le meilleur de lui-même, doit apporter sa pierre à l'édifice. »



Ils ont dit :

Gérard DJOSSOU, Responsable du développement local de la planification à la mairie de Covè.

« La mairie, est responsable de créer des conditions favorables pour donner envie aux investisseurs. »



« Je dirai d'abord que c'est un échange indispensable, car cela a permis de discuter avec les opérateurs économiques qui interviennent dans le secteur de l'économie locale. Et aujourd'hui quand nous parlons de développement local, il faut nécessairement que nous mettions en valeur nos ressources qu'elles soient minières ou touristiques, artistiques,

culturelles pour pourvoir, construire notre développement et tout cela, en partenariat avec le secteur privé qui d'ailleurs est au centre de la promotion de l'économie locale. Comme vous le savez, l'Etat et les collectivités locales ne créent qu'une partie infime des emplois. Donc c'est le secteur privé surtout qui est un fort potentiel de création des emplois, de création de la richesse pour le développement local. Je pense qu'avec les échanges que nous avons eus chacun des acteurs sait les responsabilités qui sont les siennes dans le processus du développement local. La mairie, est responsable de créer des conditions favorables pour donner envie aux investisseurs qu'ils soient privés internes ou externes d'investir pour créer de la richesse, pour créer des emplois au profit de la population. Et là encore, il faut mentionner l'importance du secteur privé qui doit nécessairement collaborer avec la mairie dans

un partenariat public-privé pour la mise en œuvre des actions, des projets structurants au profit de notre population. A travers les échanges, je pense qu'il y a un certain nombre de décisions qui ont été prises, par exemple la création d'un cadre intégrateur qui permet un échange multi acteurs entre la commune et les opérateurs économiques. Ce qui favorisera une série d'actions vers le développement durable de la commune. Le cadre intégrateur sera un peu la faitière de tous les cadres intégrateurs qui existent et ça fera un travail d'harmonisation de tous les cadres qui existaient déjà ».

Basile SONON VODOUNKPE, Premier adjoint au Maire dans la commune de Covè.



« Il faut vraiment réfléchir sur les potentialités... »

« De cet atelier, je retiens qu'il faut tenir un dialogue avec les opérateurs économiques, faire des séances de sensibilisation avec les opérateurs économiques. Il faut leur créer un environnement favorable leur permettant de rester pour pouvoir investir plus. Si nous ne faisons pas

ainsi ces opérateurs économiques peuvent quitter les lieux. Les défis propres à la commune de Covè comme je le disais ; nous avons une commune et il faut que la population à la base soit à l'aise. Il faut vraiment réfléchir sur les potentialités que nous avons afin de tirer des ressources pour pouvoir mettre la population à l'aise. »

LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Thomas HOUENOU, Coordonnateur CPC de la commune de Zagnanado.

« Je souhaite que PartiCiP au DEL nous accompagne dans le suivi. »



« Ce que je tire de positif de cette séance, c'est le fait qu'ils aient demandé d'associer le secteur privé, parce que c'est le secteur privé qui crée la richesse, qui embauche les gens. Ça, c'est une réalité. Sinon tout le temps ici, on s'est contenté

d'accuser la mairie quant au niveau de développement de notre commune. Donc effectivement si ces acteurs privés qui viennent travailler dans la commune ont un creuset, ou bien si la mairie favorise l'émergence de ces entreprises, ils ne pourront qu'utiliser nos enfants, payer les taxes et cela va faire un plus pour notre commune. Au cours de l'atelier, ils n'ont pas oublié le volet redevabilité, c'est ça qui m'a le plus enchanté. C'est une très bonne initiative, il reste seulement à voir le suivi. Je souhaite que PartiCiP au DEL nous accompagne dans le suivi et je crois que cette collaboration peut porter de très bons fruits ».

Jonas TCHIDI, Coordonnateur des CPC de Ouinhi

« Nous ne pouvons qu'applaudir l'appui de PartiCiP au DEL. »

« Aujourd'hui, quand vous allez dans les communes rurales comme les nôtres, vous vous rendez compte que nous avons besoin des partenaires pour avoir un point de vue externe pour le développement de notre commune. L'assise de ce matin est la bienvenue pour la commune de Ouinhi parce que nous avons des difficultés à mobiliser les ressources propres, par conséquent, nous ne pouvons qu'applaudir l'appui de PartiCiP au DEL.

Un autre point est qu'à la fin de la séance, chaque acteur de développement doit considérer le travail fait, prendre cela à deux mains et suivre la feuille de route pour le succès total du programme et pour le développement de Ouinhi. En ma qualité de CPC, le gros lot en ce qui concerne le suivi de la feuille de route nous revient, parce que nous suivons tout ce qui se passe dans la localité, mais nous participons à des activités qui nous permettent de faire des propositions. Pour ce qui concerne le volet DEL, intégré au Programme, nous devons beaucoup sensibiliser et continuer à insister sur les rééditions de compte. Notre travail doit permettre à la population de comprendre que pour que notre commune se développe sur la base de nos potentialités propres à nous, que c'est à nous-mêmes de faire ce travail. La réédition de compte sur lequel nous, CPC insistons, doit permettre aux cultivateurs ou à la femme du marché de comprendre en réalité ce qu'on veut faire des ressources mobilisées ».



Par CellComm PartiCiP au DEL